

Les Verts critiquent le tracé de la ligne TGV Bordeaux-Toulouse

TOULOUSE, 1 juin 2010 (AFP) - Les élus Europe Ecologie au conseil régional de Midi-Pyrénées ont critiqué mardi le tracé, présenté la veille, de la future Ligne à grande vitesse (LGV) entre Bordeaux et Toulouse, dénonçant un manque de concertation.

Dans un communiqué, ils ont mis en cause "un tracé contesté et contestable", "regrettant qu'il n'y ait pas eu une réelle étude du tracé alternatif proposé par l'Union de la sauvegarde des villages qui aurait pu causer moins de nuisances environnementales et économiques".

Le Comité de pilotage du dossier de la LGV (COPIL) a retenu lundi soir à Bordeaux pour la future ligne Bordeaux-Toulouse le tracé D, que préconisait Réseau ferré de France (RFF).

Les écologistes estiment que "les préconisations pour la recherche du meilleur tracé n'ont pas été respectées par RFF" et dénoncent également un "projet coûteux". "En 2006, dit le communiqué, on parlait de 3 milliards d'euros pour le tronçon Bordeaux-Toulouse. Aujourd'hui, cette somme ne cesse d'être revue à la hausse".

Le maire de Pompignan (Tarn-et-Garonne), dont la commune sera traversée par la future ligne, s'est pour sa part déclaré "déçu" et "en colère".

La commune, a-t-il souligné dans un entretien téléphonique, est déjà traversée par la route Bordeaux-Toulouse (7,6 millions de véhicules par an), l'autoroute A 62 (11 millions de véhicules/an) et une voie ferrée (50.000 trains/an).

"C'est catastrophique", s'est-il exclamé, affirmant qu'il ferait appel auprès du secrétaire d'Etat aux Transports, Dominique Bussereau.

Le président de la région, Martin Malvy (PS), a "demandé à ce que soient précisés un certain nombre de points" comme l'évitement au maximum des zones habitées, une limitation de l'impact visuel et sonore, une étude de l'impact sur l'économie locale et une préservation de l'équilibre écologique des zones traversées.

Le dossier doit être maintenant transmis au ministère des Transports qui décidera in fine du tracé choisi et des étapes suivantes, avant d'être validé par le Premier ministre.

gcv/ap/ei